



Fédération **A**utonome de la Fonction Publique

DÉCLARATION LIMINAIRE

La **FA-FP**

Réunion multilatérale – Réunion du 07 novembre 2024 avec Guillaume Kasbarian, Ministre de la Fonction Publique, de la Simplification et Transformation de l'action publique

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Monsieur le Ministre, dans d'autres circonstances nous vous aurions peut-être dit : « tout ça pour ça ! », mais au regard du mépris que vous affichez pour les agents publics, nous allons vous le dire autrement.

Une dissolution, une démission du Gouvernement, qui par ailleurs mettra fin à vos fonctions de Ministre délégué chargé du Logement. Un suspens de 51 jours qui à part quelques aficionados ne nous aura pas détourné de cette belle fête sportive et populaire qu'auront été les jeux olympiques et paralympiques. Enfin le 21 septembre, la fin de la telenovela de l'été et vous êtes repêché et nommé Ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique.

En moins d'un mois vous avez réussi à vous mettre à dos et à compliquer la vie à près de 5,7 millions d'agents publics. Non reconduction de la Garantie individuelle de pouvoir d'achat, passage à trois jours de carence, diminution à 90 % du taux de remplacement en cas d'arrêt maladie et cerise sur le gâteau la reprise à votre compte du projet de réforme de la Fonction Publique. Nous sommes bien loin de la simplification attendue.

Il n'était donc pas nécessaire d'assister au pot de départ de votre prédécesseur tant vous vous inscrivez dans le pire de sa continuité.

Tout cela au nom de quoi, de l'absentéisme supposé des agents publics. Mais de quel absentéisme parlez-vous ? Des congés maladies des agents publics ? Parce qu'il s'agit bien d'une situation régulière au regard du code de la fonction publique, absence prescrite par un médecin, décision qui engage sa responsabilité et qui ne relève que de sa compétence, pas de l'avis personnel d'un Ministre. Il ne s'agit pas de services non faits, mais d'un agent en position régulière au regard de son administration.

FA-FP

96 rue Blanche
75009 PARIS

Tel : 01 42 80 22 22

E-mail : contact@fa-fp.org

Site internet : <http://www.fa-fp.org>

A la FA un autre syndicalisme est possible !



A vous entendre ou à vous lire dans la presse, vous stigmatisez nos collègues malades, en les faisant passer aux yeux des français pour des gros fainéants qui usent et abusent d'un système qui leur serait trop favorable. A quel moment vous inquiétez-vous des raisons qui font que les arrêts maladies, par ce qu'il s'agit bien de maladie étant donné qu'il y a intervention d'un médecin, à quel moment vous inquiétez-vous des raisons de l'augmentation du nombre de ces arrêts ? Apparemment la fébrilité qui vous anime depuis votre prise de fonction ne vous a pas laissé le temps de vous poser cette question ! Question qui vous obligerait à vous attaquer aux causes. Causes qui vous obligeraient, empreint du bon sens que la fonction que vous occupez nécessite, à revoir la copie de votre prédécesseur et des gouvernements précédents.

La fonction publique vieillit, elle peine à se renouveler, cela se ressent tout particulièrement sur le versant territorial. La fonction publique vieillit et elle remplit pourtant des missions de service public essentielles, bien souvent pénibles et répétitives qui usent les agents, qui usent les corps. Et la seule réponse que vous et vos collègues avez su apporter a été de les faire travailler encore plus longtemps. Et aujourd'hui vous vous offusquez des conséquences de cette situation, ce n'est certainement pas la faute aux organisations syndicales qui vous ont alerté comme vos prédécesseurs.

Par souci d'égalité, vous ne faites pas acte d'équité, là où le secteur privé compense à travers ses nombreux accords d'entreprises ou conventions collectives, les coups de canif portés au contrat social, vous entraînez les agents publics à rejoindre le modèle le moins disant et le moins faisant, sans aucune possibilité de s'appuyer sur des dispositions similaires. Ceux qui ont un vrai jour de carence, ce sont pourtant bien les agents de la fonction publique, leur jour leur est décompté sans aucune compensation. Il en est de même pour le taux de remplacement en cas d'arrêt maladie, qui n'aura pour les agents publics, tout particulièrement pour ceux avec les plus faibles revenus en catégorie C de les précariser un peu plus financièrement avec pour seule conséquence effective de paupériser un peu plus ces collègues.

Le non renouvellement de la GIPA n'affectera pas seulement, à vous entendre, les seuls agents de catégorie A. Son mécanisme venant compenser la perte de pouvoir d'achat si la rémunération a peu augmenté au cours des 4 dernières années, ne pas la renouveler alors que le pouvoir d'achat des plus bas salaires de la fonction publique affecte de plus en plus d'agents va avoir des conséquences dramatiques et est indigne de votre ministère. Est-il nécessaire de vous rappeler qu'un agent de catégorie C va voir son salaire évoluer d'un peu moins de 6 centimes du SMIC a, à peine plus de 100 € au-dessus du SMIC en

19 ans. En supprimant la GIPA vous vous attaquez au plus pauvres d'entre nous, comme s'ils ne l'étaient déjà pas assez.

Aussi nous vous demandons instamment de cesser ce fonctionnaire bashing qui semble dicter votre action, de vous atteler avec vos collègues au Gouvernement à identifier les vraies raisons des déficits publics, que vous et vos prédécesseurs avez généré et de laisser les fonctionnaires en dehors de tout ça, ils ne sont pas les responsables de ses gabegies.

La **Fédération Autonome** attend de vous, du Gouvernement auquel vous appartenez, que vous investissiez pour moderniser nos services publics, pour améliorer ainsi les conditions de travail des agents publics, que vous vous attaquiez à la pénibilité des métiers et que vous facilitiez la reconversion de nos collègues dont l'âge ne permet plus d'exercer certains métiers.

Nous exigeons le maintien de la GIPA tant que le travail attendu pour redonner une dynamique à nos grilles indiciaires moribondes n'aura pas été réalisé, nous exigeons également que la valeur du point soit revalorisée et indexée sur l'inflation sans délai.

Nous exigeons l'abandon des amendements que vous avez déposés et l'arrêt de tout projet de réforme, nous sommes prêts à discuter mais dans le cadre d'un réel dialogue social constructif.

De même la **Fédération Autonome** porte comme revendication pour les agents publics la suppression du jour de carence actuel, le maintien du taux de remplacement à 100% en cas d'arrêt maladie, l'augmentation du taux de remplacement des pensions, avec la prise en compte des régimes indemnitaires dans le calcul des droits à la retraite (avec un montant ne pouvant être inférieur au niveau du SMIC). Nous attendons de vous la réelle mise en œuvre de l'égalité femmes-hommes qui dans sa situation actuelle creuse l'écart du montant des pensions entre les femmes et les hommes ; la création de poste statutaire et le renforcement et l'attractivité des services publics, par la reconnaissance des métiers, leur revalorisation et une vaste campagne de recrutements.

La précarité de votre mandat, ne doit pas être le prétexte à une fébrilité qui aura des conséquences sans communes mesures pour les agents que vous pointez du doigt.

Je vous remercie.